

JALON 2 : LA TRANSITION DEMOCRATIQUE AU PORTUGAL

Le **Portugal** présente un exemple différent de changement de régime politique, que celui de l'Espagne. Le 25 avril 1974, la plus vieille dictature d'Europe occidentale (installée depuis les années 1930) est renversée en une journée par de jeunes officiers lassés des guerres coloniales et déterminés à rétablir la démocratie au Portugal. Ce **processus démocratique, lancé par l'armée**, a été non pas une force de répression, mais une **force de progrès**.

Mais cela ne veut pas dire que la démocratie s'est installée sans difficulté. Le Portugal a mis du temps à consolider les **acquis de la « révolution de 1974 »**, dans un contexte d'omniprésence de l'empire colonial, d'agitation politique de mouvements de gauche et de droite, pour aboutir à l'intégration européenne.

Comment peut-on expliquer le passage d'une dictature de plus de 40 ans à une démocratie, à travers l'exemple du Portugal ?

I. 1926-1974 : LA DICTATURE DE SALAZAR

A) Antonio de Oliveira Salazar : origines et arrivée au pouvoir

En **1926**, un **coup d'Etat** met fin à la jeune démocratie parlementaire (née en 1910) et instaure une dictature militaire au Portugal. En **1928**, **Salazar, influent professeur d'économie, est nommé au poste de ministre des Finances** et en **1930**, il **cumule les portefeuilles des Finances et des Colonies**. Il rétablit l'équilibre des finances publiques, ce qui lui vaut d'être **nommé président du Conseil en 1932, charge qu'il occupe jusqu'en 1968**.

En **1933**, une nouvelle Constitution instaure sans coup de force l'« **État nouveau** » : l'**Estado novo**.

B) Qu'est-ce l'Estado Novo ? Qu'est-ce que le salazarisme ?

Dans ce nouvel état (qui évolue très peu jusqu'à sa fin en 1974), le pouvoir exécutif est central : un **exécutif bicéphale, avec un président de la République**, chef de l'État, élu tous les sept ans et un **président du Conseil (Salazar de 1932 à 1968, puis Marcelo Caetano jusqu'en 1974)**. Ce dualisme se transforme rapidement en une **dictature personnelle du président du Conseil, auquel le chef de l'État est étroitement subordonné**. L'Assemblée nationale est privée de tout pouvoir législatif à partir de 1935 (reflète l'antiparlementarisme du régime).

La dictature de Salazar s'appuie sur l'armée, l'Eglise et les grands propriétaires terriens. Salazar **renforce les pouvoirs de la police politique** qui devient, en 1945, la **PIDE** (Police internationale de défense de l'État). Il **bâillonne les libertés publiques en instaurant une censure préalable et une justice politique autour de la police secrète**. Les **communistes - principal ennemi politique - sont pourchassés, emprisonnés, torturés**. Même si la répression reste sélective, le système, instille la peur. Le régime **nie aussi toute liberté syndicale, interdit les formations politiques et crée un parti unique, l'Union nationale**.

Le **nationalisme** constitue un élément central de l'*Estado novo* ; le mot d'ordre du régime est « *Tout pour la nation, rien contre la nation* ».

La pensée de l'*Estado novo* se résume en **cinq valeurs « Dieu, patrie, autorité, famille et travail »**.

C) L'empire et les guerres coloniales

La **grandeur de la nation** passe aussi, aux yeux de Salazar, par son vaste empire colonial : un empire qui, en Afrique, couvre plus de 2 millions de km² (Angola, Mozambique, Guinée, Cap-Vert) mais qui s'étend également, en Asie (Goa en Inde, Macao et le Timor). L'empire fait l'objet d'une intense **propagande**.

Durant la période de décolonisation, les premières manifestations d'indépendance apparaissent en Afrique lusophone, portées en particulier par des **étudiants venus faire leurs études au Portugal**. Les **1^{ers} troubles éclatent en Angola en 1961** puis en **Guinée-Bissau et au Mozambique** en 1963-64. Salazar envoie des contingents militaires de plus en plus nombreux dans ces territoires. A la fin des années 1960, environ **150 000 soldats portugais** sont ainsi **mobilisés en Angola, au Mozambique et en Guinée** ; **près de 40 % des dépenses de l'État sont absorbées dans les guerres outre-mer**, asphyxiant toujours plus l'économie de la métropole. En **1968, le service militaire passe de dix-huit mois à quatre ans** et les jeunes Portugais sont de plus en plus nombreux à tenter de s'y soustraire (**exil**, en particuliers vers la France). Les moyens déployés, pourtant, restent faibles au vu de la situation et ne contribuent qu'à **l'enlisement du conflit**.

Au même moment, **beaucoup de Portugais, encouragés par la dictature, émigrent dans les « provinces d'outre-mer »** : leur nombre double en Angola et au Mozambique entre 1960 et 1974.

Cependant, la **pression internationale (ONU ...)** reste assez faible car la guerre portugaise constitue un enjeu de seconde catégorie, comparée aux conflits du Vietnam et du Proche-Orient.

D) La transition 1970-1974 : Marcelo Caetano

Malade, **Salazar est remplacé à la tête du gouvernement par Marcelo Caetano en 1968. Il meurt le 27 juillet 1970.**

Marcelo Caetano, contrôlant moins fermement les rouages de l'État, impulse une **œuvre modernisatrice** pour un pays resté très archaïque. Elle a pour objectif d'**instiller une dose de démocratie libérale** (renforcer les **libertés individuelles et politiques**). Il légalise le **droit de grève** et veut **amener les colonies vers davantage d'autonomie**. Mais cette libéralisation très relative connaît un **coup d'arrêt à partir de 1970** dans la mesure où la droite portugaise ultra-conservatrice appuyée par l'oligarchie et l'Église bloquent toute évolution du système.

C'est à ce moment-là que la contestation sociale grandit avec des manifestations d'étudiants, en effervescence depuis 1968, de communistes et des mouvements d'extrême-gauche. Ainsi, au début des années 1970, le Portugal entre dans une spirale de violence politique et de répression très dure.

S'y ajoute une **émigration massive engendrée par la pauvreté** (100 000 départs par an au début des années 1970). L'économie portugaise, privée de main-d'œuvre, est affaiblie.

=> Miné par la démoralisation des troupes et des officiers, affaibli économiquement et financièrement, de plus en plus attiré par la CEE avec laquelle est signé un accord commercial en 1972, le Portugal parvient de moins en moins à assumer ses guerres coloniales.

II. La révolution des Œillets : le 25 avril 1974

C'est un **coup d'État militaire** qui, le **25 avril 1974**, renverse la **dictature**. Parce qu'elle est **pacifique** et incroyablement rapide, cette « **révolution des Œillets** » déclenche l'enthousiasme des gauches européennes. **En 1 jour, le régime salazariste disparaît. Un coup d'État militaire devient révolution** et ouvre la voie au rétablissement de la démocratie.

Cette révolution est portée par de **jeunes officiers** qui s'organisent à partir de l'automne 1973. Ils ont combattu outre-mer et ont compris qu'il faut **mettre un terme aux guerres coloniales** (enlisement depuis + 10 ans). Ils s'appuient, pour leurs revendications, sur le prestige de deux personnalités : le général chef d'état-major **Costa Gomes** et son adjoint, le général **Antonio de Spínola** (critique les guerres coloniales dans un ouvrage paru en 1974).

Le coup d'Etat est concentré à Lisbonne avec l'occupation de lieux stratégiques (médias : la radio, la télévision, le Quartier général de l'armée, l'aéroport, des ministères). La **chanson *Grandôla, vila Morena*** de Zeca Afonso (chanson interdite d'un opposant au régime), transmise sur les ondes de Radio Renascença à **minuit vingt**, sert de **signal au lancement de l'insurrection**. A peine 150 officiers et 2 000 soldats mènent l'insurrection. Dans la nuit, les militants du **Mouvement des forces armées (MFA)** demandent à la population dans un communiqué à la radio de rester chez elle, au calme. Les forces de police sont appelées à ne pas intervenir pour éviter un bain de sang. Et les oppositions sont de ce fait rares. Dès 6 heures, Marcelo Caetano se réfugie sous la protection de la Garde nationale républicaine puis il remet sa démission au général Spínola. *Dans la soirée, il est conduit à l'aéroport pour être exfiltré vers Madère, puis le Brésil - où il meurt en 1980.*

Très vite, des **œillets rouges** - c'est la saison et le marché aux fleurs de Lisbonne en regorge - fleurissent **au bout des fusils des militaires**. Surprise, sinon méfiante au début, la **foule, composée de jeunes - étudiants, lycéens -, fraternise avec les soldats**. Le coup d'État militaire est pacifique (moins d'une dizaine de morts et quelques blessés). A **20 h 05**, dans un communiqué radiodiffusé, le **MFA annonce la chute du régime**. Son programme tient en **trois D : décoloniser, démocratiser, développer**.

Le **26 avril**, le **général Spínola annonce l'élection prochaine au suffrage universel d'une Assemblée nationale constituante et d'un président de la République**. Dans l'après-midi du 26 avril, les **premiers prisonniers politiques sont libérés. La censure est abolie et la police politique supprimée**.

Le **1er mai**, les **premières manifestations libres** depuis un demi-siècle défilent dans tout le pays ; à Lisbonne, plus de 500 000 personnes fêtent le rétablissement de la démocratie et le **retour des grands exilés politiques** (socialiste **Mário Soares**)

III. LA TRANSITION DEMOCRATIQUE (1974-1986)

A) 1974-1976

▪ Démocratiser

Il s'agit **d'instaurer la démocratie**. Le **pouvoir est confié aux militaires** : le **15 mai 1974** le **général Spínola** est nommé **président de la République** ; **Vasco Gonçalves** est son **Premier ministre** à partir de juillet. Mais les deux hommes s'opposent de plus en plus, Gonçalves étant soutenu par le Parti communiste qui tente de faire du Portugal une « démocratie populaire » alignée sur le grand frère soviétique. Spínola finit par se retirer à la fin du mois de septembre 1974.

L'année 1975 est très troublée. L'armée est divisée. Des tentatives de coup d'Etat ont lieu : une en mars conservatrice puis une en novembre de la part de l'extrême gauche. Durant l'été 1975 (« l'été chaud »), le pays est au bord de la guerre civile. Dans le nord du pays, une réaction contre-révolutionnaire est alimentée par l'Église catholique et des notables, amplifiée par une offensive anti-gauchiste d'éléments de la droite et de l'extrême droite. Alors que les occupations d'usine et la mise en place de la réforme agraire suscitent des réactions de peur, le gouvernement de Vasco Gonçalves perd le contrôle de la situation. Lâché par le Parti communiste, de plus en plus isolé, il est contraint de démissionner début septembre. A la fin de l'année 1975, les officiers modérés et les partis favorables à la démocratie pluraliste prennent les rênes de l'exécutif.

En avril 1976, une nouvelle constitution et des élections libres inaugurent la Troisième République portugaise (régime semi-présidentiel). Soares devient premier ministre suite à la victoire du parti socialiste aux élections législatives. Le pays retrouve ainsi son pluralisme politique. Cela consacre l'effacement des militaires (même si le président de la République est un militaire)

- **Décoloniser** = 2° objectif du Mouvement des forces armées (MFA)

Entre la **fin août et septembre 1974**, le Portugal reconnaît **l'indépendance de la Guinée-Bissau, du Cap-Vert, São Tomé et du Mozambique** puis de **l'Angola en janvier 1975**. La décolonisation portugaise laisse de nombreuses incertitudes quant à l'avenir de ces pays africains, alors parmi les plus pauvres du continent. En outre, ce sont plus de 500 000 Portugais rapatriés- les « *Retornados* » - qui rentrent en métropole.

B) 1976- 1986

- 1982 : Révision de la constitution qui limite le rôle des militaires et du Président.
- 1986 : Élection de **Soares à la Présidence de la République** (jusqu'à 1996).

- **Développer**

Adhésion du Portugal à la CEE en 1986 (suite à une demande d'adhésion depuis 1977), ce qui lui permet de bénéficier des aides de l'UE (fonds structurels européens) et ainsi d'accompagner la modernisation économique du pays. Il adhère à l'espace Schengen (signés en 1985 et mis en œuvre en 1995) et à la monnaie unique européenne en 1999.

Conclusion :

Pour de nombreux émigrés portugais (en France), la révolution des œillets annonce la possibilité du retour. En effet, beaucoup d'opposants comme Mario Soares, premier ministre en 1976 puis président de la République entre 1986 et 1996, ont pu alors revenir au Portugal pour assurer la transition démocratique.

La démocratie s'installe alors progressivement au Portugal. Suite au coup d'Etat, les prisonniers politiques sont libérés. La constitution de 1976 permet le retour du pluralisme politique puis de nombreuses mesures ancrent durablement la démocratie (droit de vote des femmes, droit de grève, ...). Des difficultés économiques persistent, mais l'admission dans la CEE permet de moderniser le pays et le développement est soutenu à partir du milieu des années 1980.